

CLERENS CONSULTING

# Les Institutions Européennes et leur Lobbying

**Présenté par Marc & Patrick Clerens**

**CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-BELGE**

Hotel Mercure, Montpellier

15 mars 2011

Chambre de Commerce Franco-Belge,  
Montpellier

# Signature du Traité de Rome, Capitole le 25.3.1957



Chambre de Commerce Franco-Belge,  
Montpellier



# Plus de 50 ans plus tard!

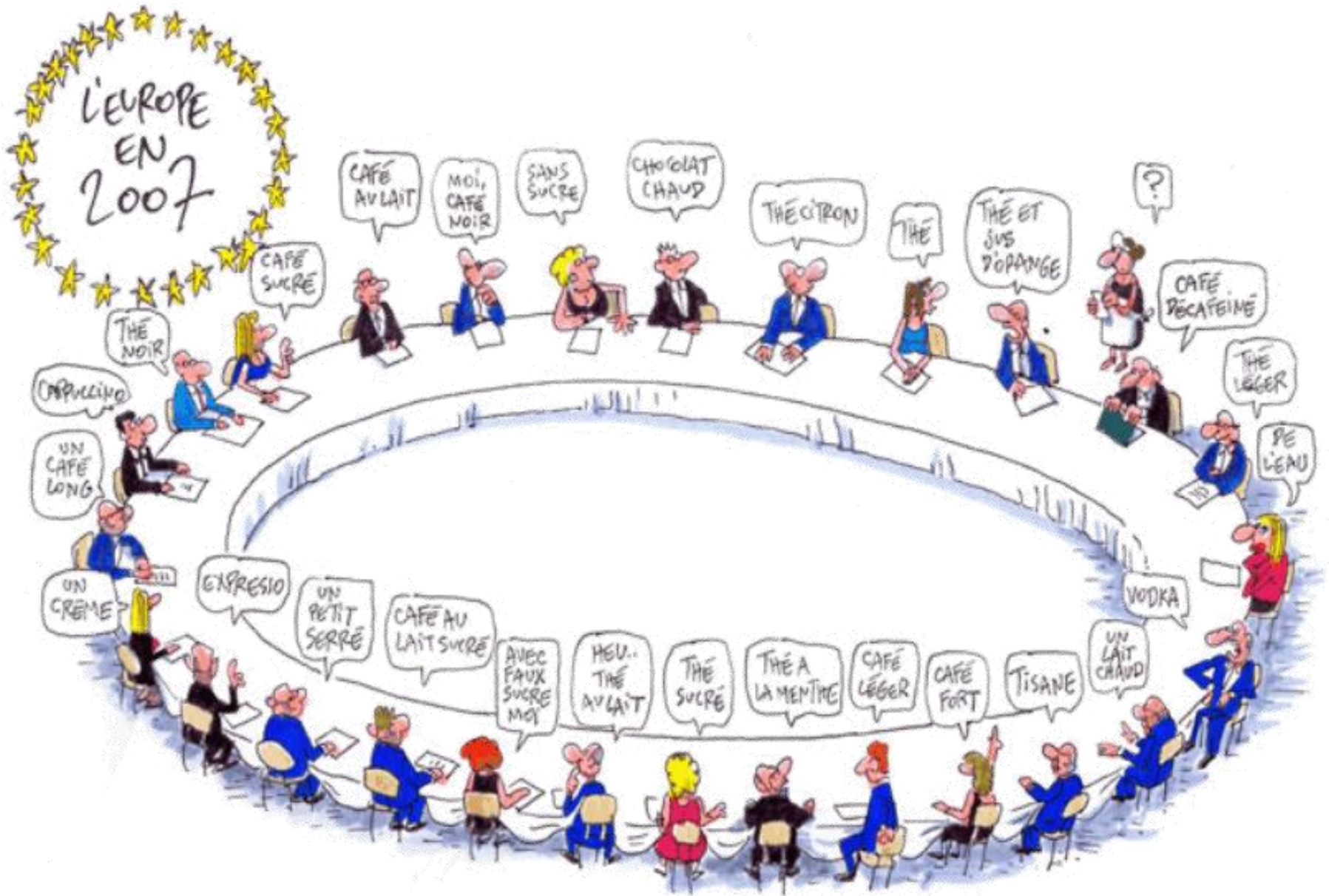
• La CEE est métamorphosée: UE à 27 EM  
GB veut entrer en 61. de Gaulle: NON  
=> entre en 1973, avec DK et IRL

Plusieurs vagues suivent:

- ➡ 1981: Grèce
- ➡ 1986: Espagne et Portugal
- ➡ 1995: Autriche, Finlande et Suède
- ➡ 2004: 8 pays ex-communistes Europe Centrale + Malte + Chypre
- ➡ 2007: Roumanie & Bulgarie

# Plus de 50 ans plus tard!(suite)

- Pays candidats: Croatie, Macédoine, Islande, Turquie (1959 ↺)
- Candidats potentiels: Albanie, Bosnie-et-Herzégovine, Monténégro, Serbie, y compris le Kosovo
- Norvège et Suisse refusent



# Réalisations:

- Marché Commun : Libre circulation Personnes, Biens, Capital
- Directive Bolkenstein : libéralisation du marché européen des services
- Règles communes: Concurrence, Fiscalité, rapprochement des législations
- Schengen : voyages sans passeport
- Monnaie unique €, inflation contrôlée
- Politique sociale, santé publique, environnement

# Réalisations:

- Défense: État-major de l'UE (EMUE)
- Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité
- Paix depuis 65 ans: plus longue paix jamais vécue entre États formant l'UE

Un bilan très positif!

# Les étapes/traités importants

- CECA (1952) (Schuman-Adenauer)
- EURATOM/CEE (1958): décisions à l'unanimité
- Acte Unique Européen (1987) (Kohl/Mitterrand)  
Vote majoritaire, Marché unique 1992 (Delors)
- Traité de Maastricht (1993) CEE => CE et création UE  
Union monétaire, PESC, Justice/Liberté/Sécurité, 3 Piliers
- Amsterdam (1999)  
Schengen, extension à de nouveaux domaines du vote majoritaire, politique sociale
- Nice (2003)  
Élargissement à 27, Commission réduite (mais pas mis en œuvre), règles de vote changées, noyau Europe
- (Traité Constitutionnel (2004): bases pour 1 Pays)
- Traité Modifié de Lisbonne: 10/2007, signé 12/2007, finalement ratifié 12/2009 (après 2e référendum IRL, un commissaire/MS)

# TRAITÉ Modifié LISBONNE

- OCTOBRE 2007 : Conférence intergouvernementale approuve le Traité
- DECEMBRE 2007 : signature
- DECEMBRE 2009 : entrée en vigueur

# RESULTATS TRAITÉ

- Pas de remplacement, mais amendement des deux traités fondamentaux de l'Union européenne, à savoir le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne – ce dernier étant renommé «traité sur le fonctionnement de l'Union européenne».
- Nouveau service européen pour l'action extérieure
- Majorité Qualifiée : + ~ 40 domaines (Pénal, Policier)
- UK + IRL : opt out pour Schengen
- Unanimité : Fiscalité, Social, Extérieur

# RESULTATS TRAITÉ

- Symboles : pas dans le traité, mais restent
- Structure en 3 piliers de l'UE a été aboli
- Présidence par ancien dirigeant : 2,5 ans (2x)
- Clause de solidarité et d'assistance mutuelle en cas de catastrophe naturelle et d'urgences dans un des EM
- Clause de sortie de l'UE
- Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, VP Commission
- Charte des droits fondamentaux (opt out pour UK et PL)
- Parlement EM : Si proposition d'acte législatif n'est pas conforme au principe de subsidiarité
- Traité de Lisbonne signé en décembre 2007
- Ratifié par les 27 EM, décembre 2009

# Les Institutions Européennes

## **Conseil Européen\***

Chefs d'État et de gouvernement  
(Président, 2,5 ans)

**Commission  
Européenne  
(5 ans)**

**Parlement  
Européen  
(5 ans)**

**Conseil des  
ministres  
(présidence 6 mois)**

\* Le Conseil Européen fut élevé au rang d'une institution européenne avec le Traité de Lisbonne

# Commission Européenne

- La Commission Européenne (COM), 27 commissaires nommés par les États membres pour 5 ans (Bruxelles)
- Délibérations menées collectivement, mais chaque Commissaire dispose d'un vote (majorité simple) « Gouvernement Européen »
- COM propose législation, administre budget, pouvoir décisionnel en cas de concurrence et politiques relatives au marché unique
- Représente l'UE dans le cadre des négociations internationales
- Plus de 40 Directions Générales (DG) et services

# Conseil Européen

- 27 chefs d'État et de gouvernement des États Membres, président, président COM
- Haut Représentant pour l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité participe
- 4 réunions/an à Bruxelles, convoquées par président, réunions extraordinaires possibles
- Président élu à la majorité qualifiée 2.5 ans (2x)

# Conseil Européen

- Donne l'Impulsion pour le développement de l'UE
- Définit orientations/priorités politiques générales
- Pas de fonction législative
- Nomme président de la Commission, approuve la COM
- Décisions normalement par consensus
- Décisions unanimité ou majorité qualifiée
- Président informe PE décisions du conseil

# Conseil des ministres

- Organisation principale pour accepter législation, budget
- Ministres nationaux
- 10 configurations différentes en fonction du sujet (finance, extérieur, intérieur, agriculture, ...)
- Présidence tournante de 6 mois reste après Traité modifié (maintenant la Hongrie, avant la Belgique et l'Espagne : *Presidency TRIO*)

# Votes au Conseil (Nice)

Majorité Qualifiée : 73.9% des votes du Conseil (=255) 62% de la population européenne

Le traité de Lisbonne prévoit que les modalités de vote au Conseil traité de Nice, resteront applicable → 31 Octobre 2014.

En 2009:

Allemagne: 82,329,758 habitants et 29 sièges : 2,838,957 per siège

Luxembourg: 491,775 habitants et 4 sièges : 122,944 per siège

**1 Luxembourgeois = 23 Allemands**

- 29 Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni
- 27 Espagne et Pologne
- 14 Roumanie
- 13 Pays-Bas
- 12 Belgique, République Tchèque, Grèce, Hongrie et Portugal
- 10 Autriche, Bulgarie et Suède
- 7 Danemark, Irlande, Lituanie, Slovaquie et Finlande
- 4 Chypre, Estonie, Lettonie, Luxembourg et Slovénie
- 3 Malte
- 345 Total des votes UE

# Règles de vote au Conseil (Lisbonne)

- Calcul de la double majorité selon deux critères :  
État : 55% des États de l'UE (soit à 27, 15 États membres) + Population : 65% de la population de l'UE
- Une minorité de blocage doit inclure au moins 4 États membres
- Compromis de Ioannina à partir de 2017 permet à un groupe de pays mis en minorité, lors d'un vote à la majorité, sans atteindre le seuil de la minorité de blocage de geler la décision dans un espace de temps raisonnable en attendant de trouver une solution acceptable pour tous

# Parlement Européen (PE)

- Co-législateur
- Maintenant : 736 eurodéputés élus directement (~ population), blocs UE, élections à forte influence nationale.
- 12 séances plénières Strasbourg/ Commissions + mini-plénières à Bruxelles
- Le plus souvent procédure législative ordinaire entre Conseil/PE
- PE certains domaines exclus : justice et intérieur
- Approuve Président Commission

# Autres structures de l'UE

- Cour de Justice Européenne, Luxembourg, cour suprême pour domaines européens (pas criminel)  
1 juge/pays. Décision simple majorité
- Cour des Comptes, Luxembourg  
Vérifie les recettes/dépenses, approuve annuellement les comptes
- Banque européenne d'investissement, la plus grande institution financière internationale du monde
- Comité Économique et Social (↗ €130 M pour 2011)
- Comité des Régions : (↗ 84 M pour 2011)

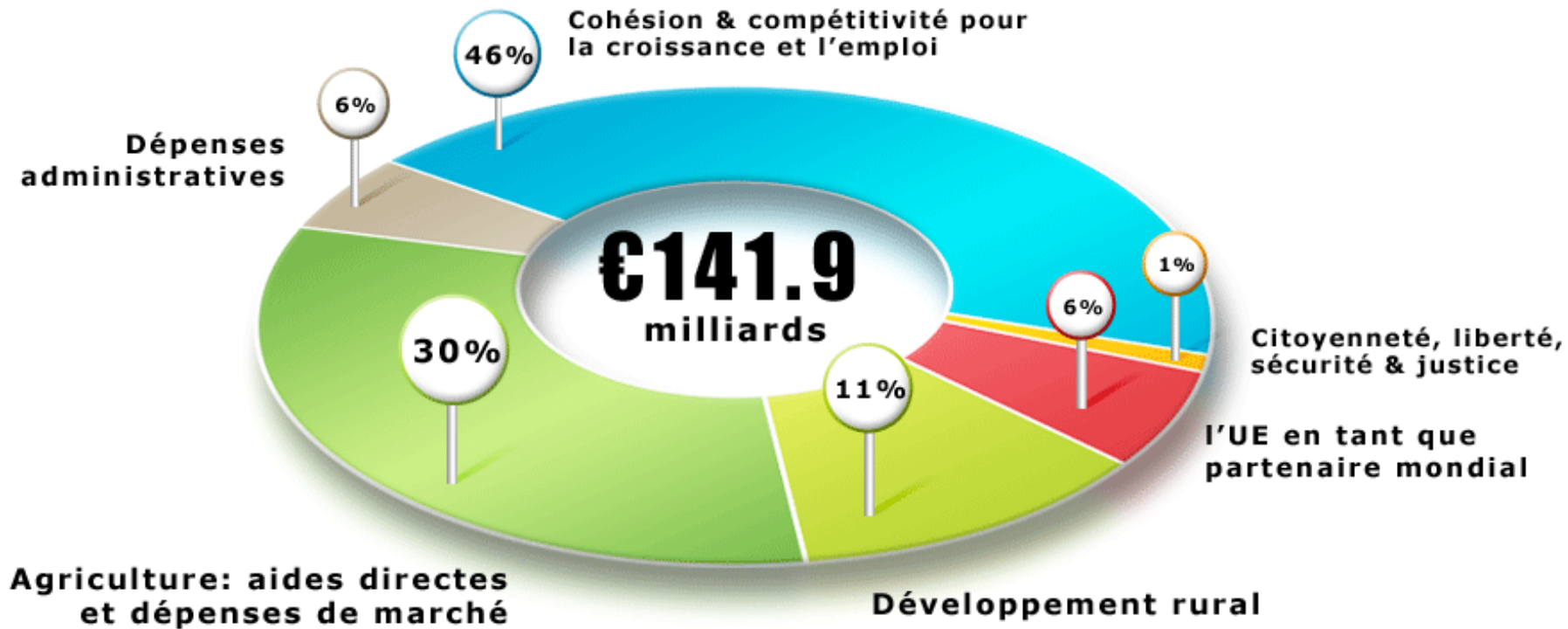
# Prochains défis

- Désenchantement populaire !  
J. Delors : plus de rêves, plus de vision comme à la fin de la guerre. Décideurs politiques attaquent Bxl évitant le positif
- Faible satisfaction avec l'UE: les sondages le prouvent. Beaucoup d'électeurs UE sont opposés aux élargissements. Raisons du "non" F, NL & IRL illustrent la non-compréhension de l'UE par public
  - Succès de la CEE par forte croissance économique du début. Ce dynamisme économique attire autres pays
  - Pessimisme de l'économie et spécialement taux de chômage élevé favorisent « l'Euro scepticisme »
  - Pour réussir, plus d'attention pour l'économie !

# COMMENT AVANCER?

- Membres € → pas d'alternative aux réformes, libéralisation marchés, être mieux préparés à la globalisation
- Dirigeants politiques EM, - courage attaquer intérêts spéciaux, toujours contre réformes (acquis)
- Juncker : Nous savons comment réformer, mais ne savons pas comment être réélus ensuite

# Budget EU 2011



# MAIS!!!

- 2011 Budget UE  $\cong$  € 141.9 Mrd ( 1,2% du PNB des EM  
Typique EM : 45% PNB (Produit National Brut)!
- Budget administratif UE  $\cong$  1,5x Budget de Paris (~ €8,5Mrd)
- En 2004 nombre EM UE augmente de 66% (15 à 25),  
Population augmente de 23% (70 M),  
Mais Budget augmenté seulement 13% comparé à 2003
- Juste retour : tous EM protègent leur acquis, mais désirent  
actions UE pour les EM pauvres pour croissance &  
compétitivité, aide régionale, etc...  
à conditions qu'ils ne perdent rien de leur acquis ?

Toutes ces décisions → UNANIMITE!!!

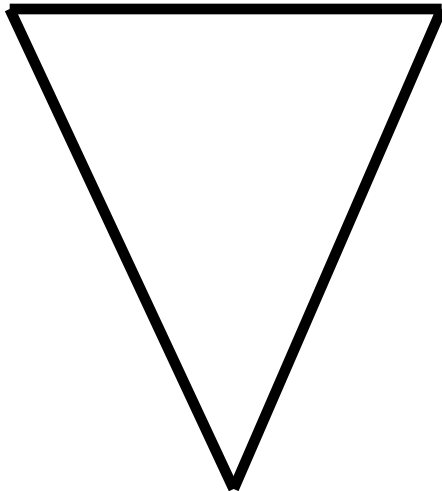
# Avenir du Budget UE ?

- R&D ? De 2000 à 2010, 12 prix Nobel en Science à l'UE, mais 26 aux USA.
- Les acteurs, aussi bien des EM, que de l'UE ont décidé (Stratégie de Lisbonne 2000: « Faire de l'UE l'économie la plus dynamique et compétitive, basée sur le savoir, du monde pour 2010 »).  
Sans réussite en 2010 → même stratégie pour 2020.
- Politiques budgétaires orientées vers le passé, les intérêts existants:
  - ~ 42% pour agriculture (sans supports indirects)
  - ~ 46% pour Politique Régionale et Cohésion
  - ~ 4% pour la R&D (coordination faible avec EM)

# **LOBBYING AUPRES DES INSTITUTIONS EUROPEENES**

# Lobbying USA versus UE

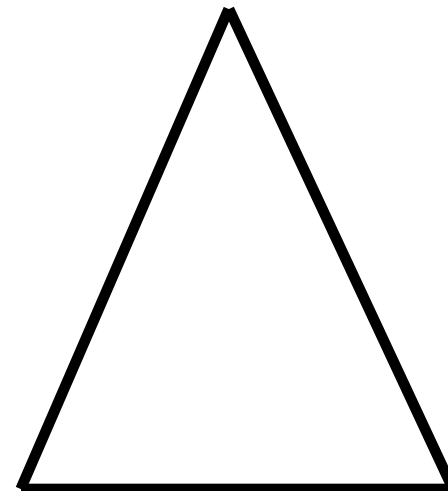
**USA: Haut vers bas  
Lobbyistes vedette**



**Système administratif  
composé de politiciens  
qui dirigent du haut.  
Culture est extrêmement  
business**

**DONNER L'ARGENT**

**EU: Bas vers Haut  
Lobbyistes anonymes**



**Système administratif  
composé de fonctionnaires.  
Culture fortement régulée,  
dirigée par règles très  
strictes**

**RECEVOIR L'ARGENT**

# I. Comment l'UE décide-t-elle ?

## 2 procédures principales (Traité de Lisbonne)

**Procédure  
Législative  
Ordinaire  
(= Codécision)**



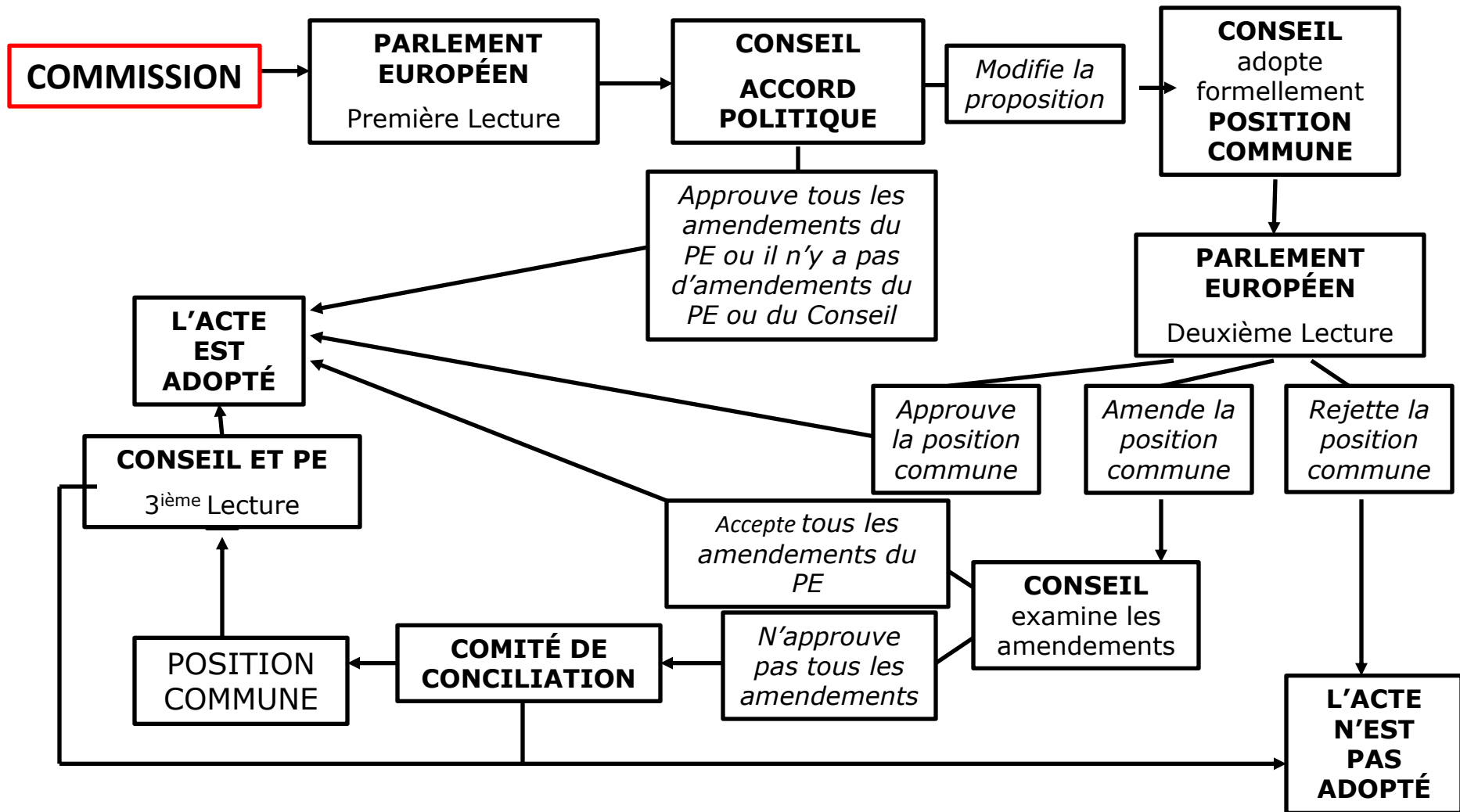
Introduite par traité Maastricht. Procédure la plus commune : 2 lectures; conciliation s'il n'y a pas d'accord. (Législation marché intérieur, politiques communes, etc.)  
Dans Traité de Lisbonne, nommée « procédure législative ordinaire »

**Procédure  
Législative  
Spéciale**

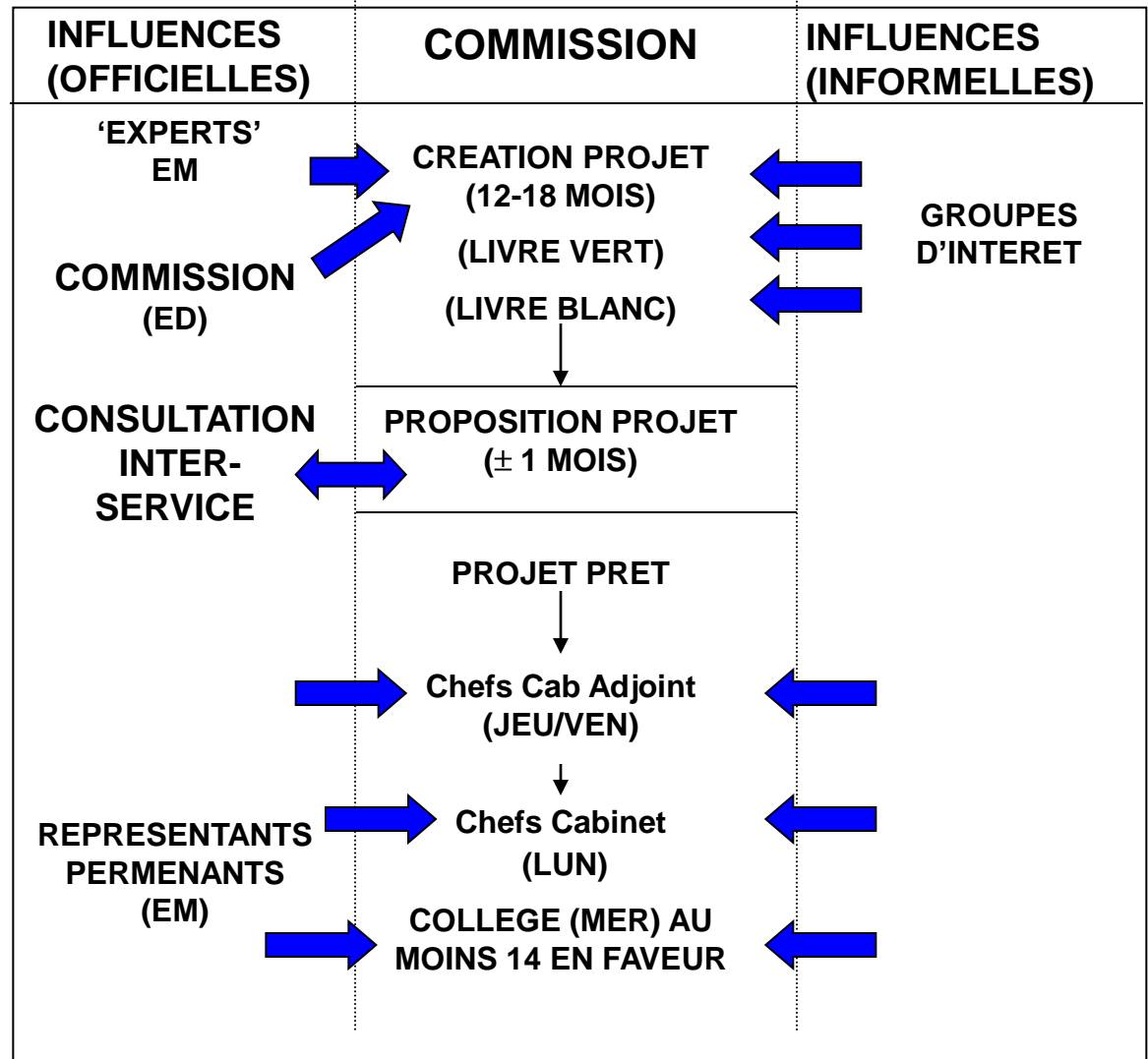
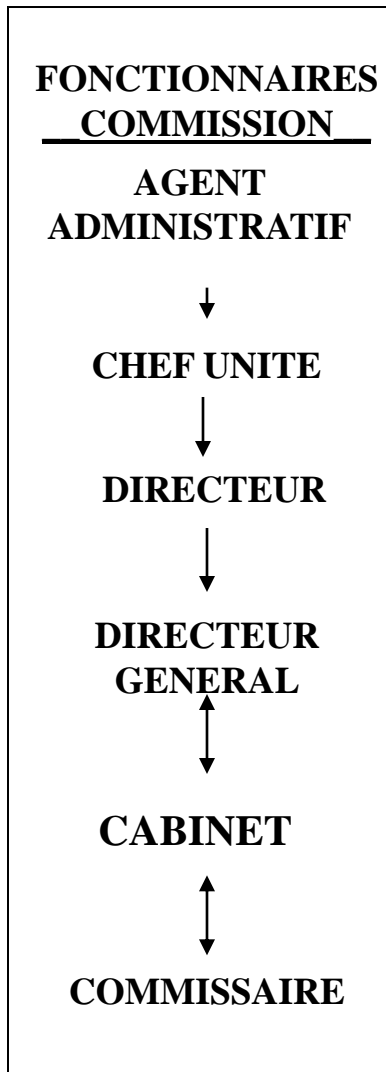


L'adoption d'actes juridiques par institution législative (PE / Conseil), coopération réglée par Traité de Lisbonne (p. ex. politique sociale et environnementale)

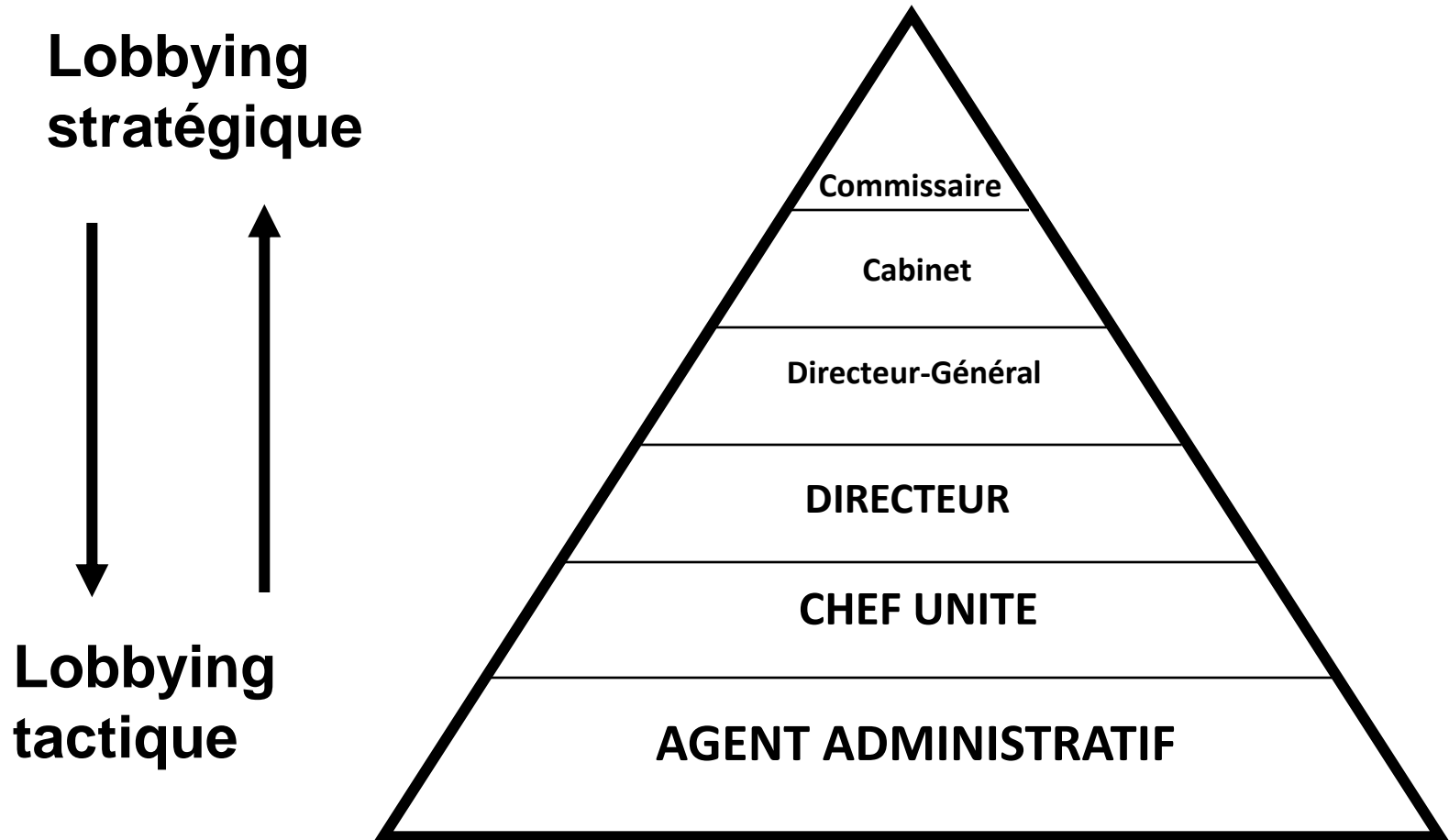
# Procédure législative ordinaire



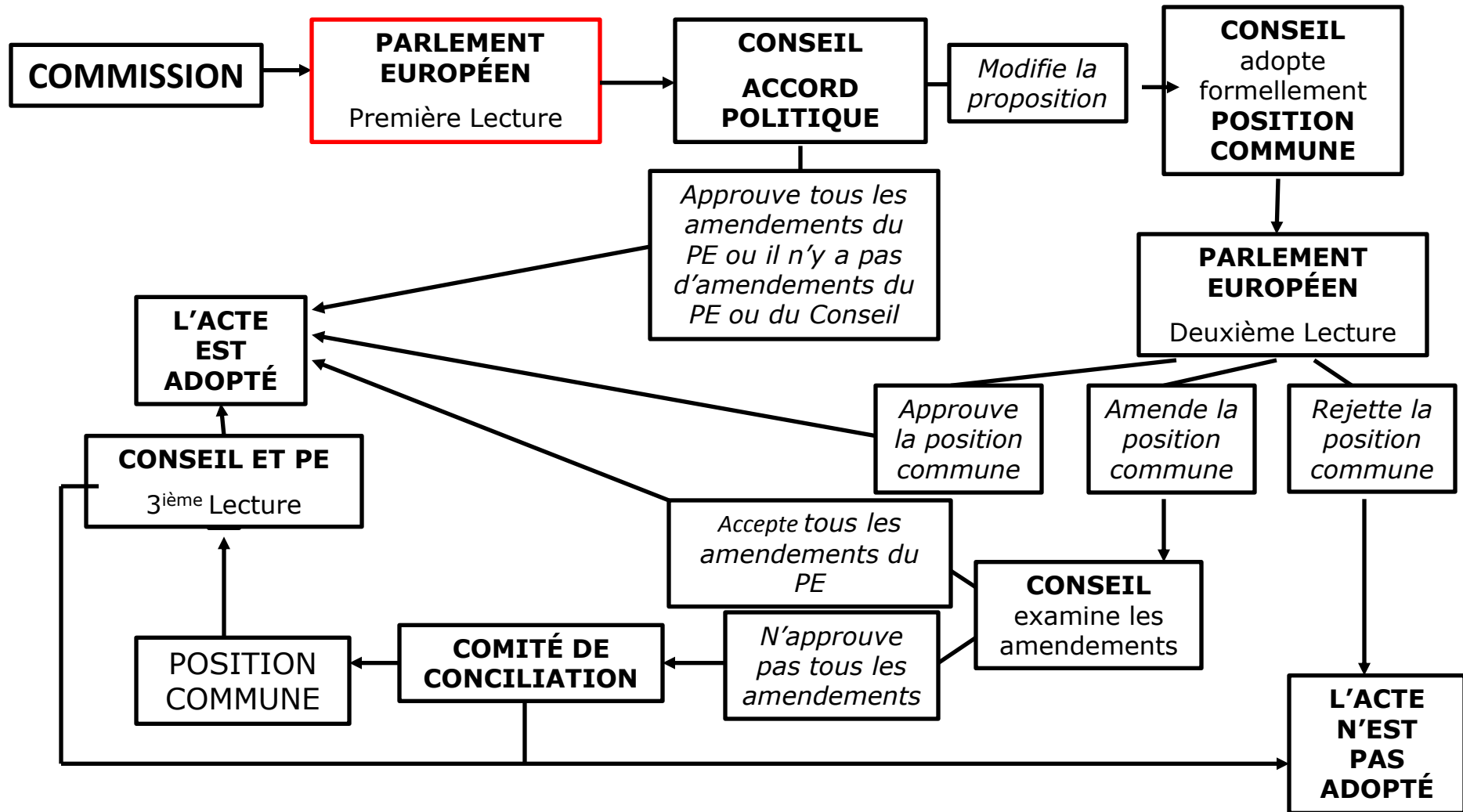
# Processus Décisionnel Commission



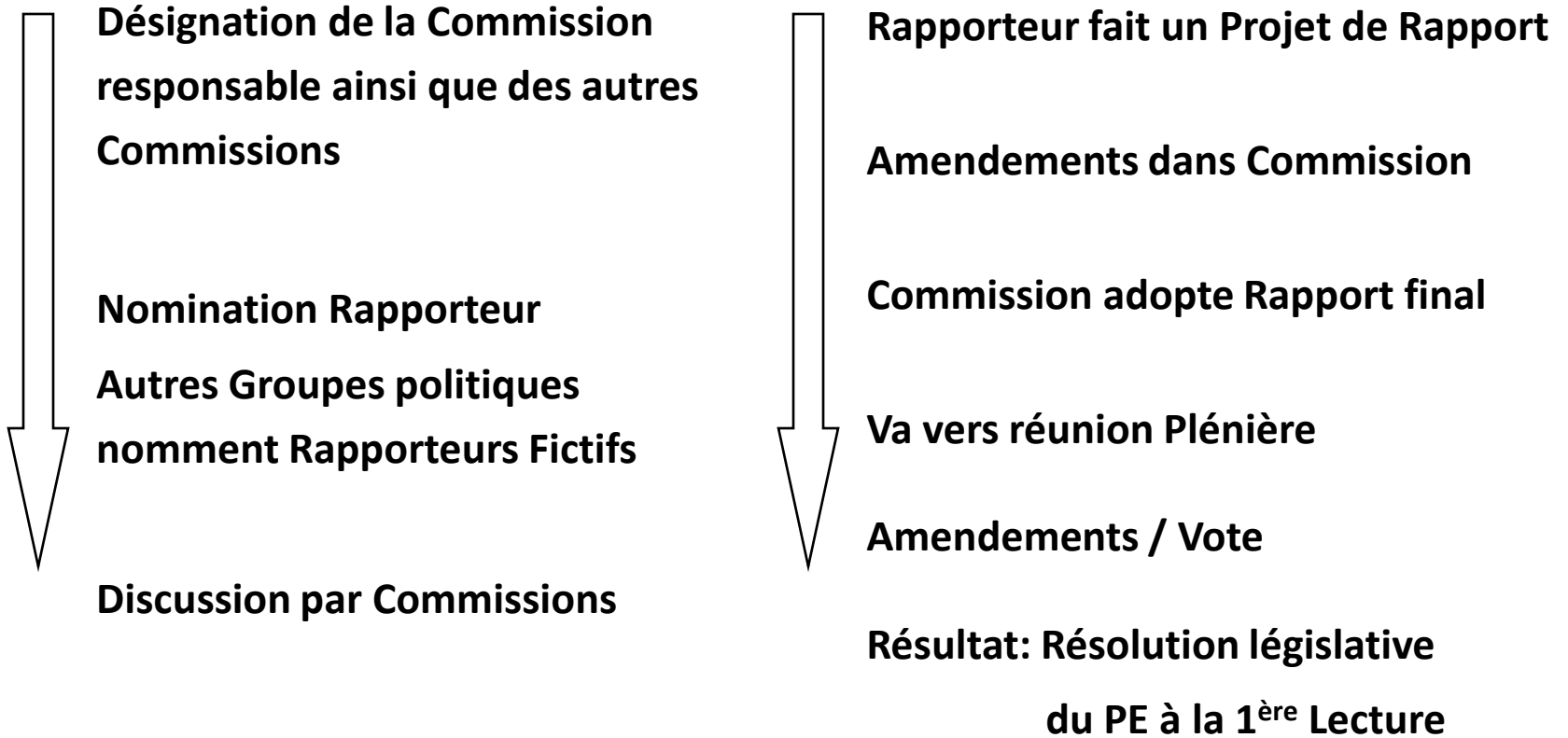
# Lobbying à la Commission



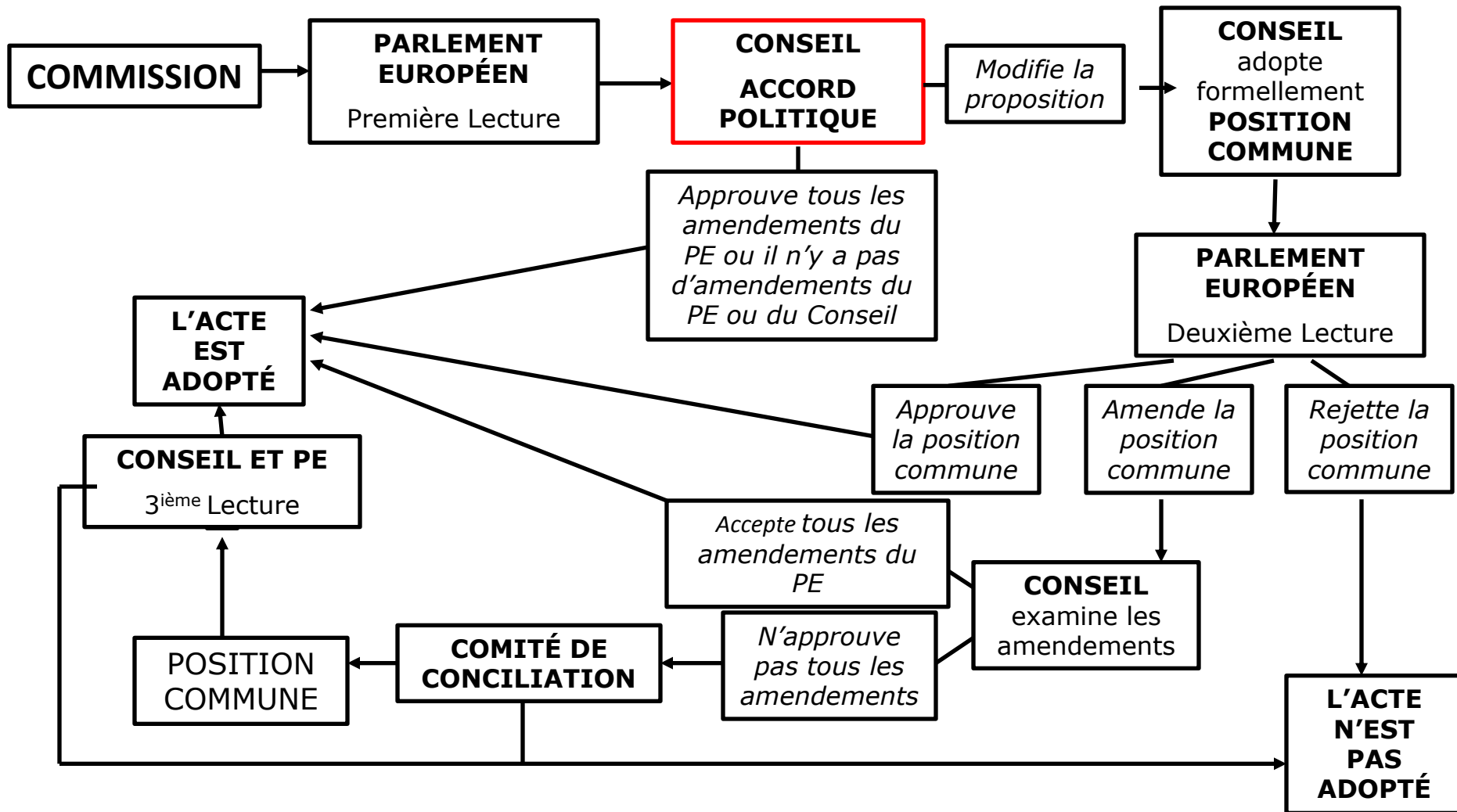
# Procédure législative ordinaire



# Lobbying au PE



# Procédure législative ordinaire

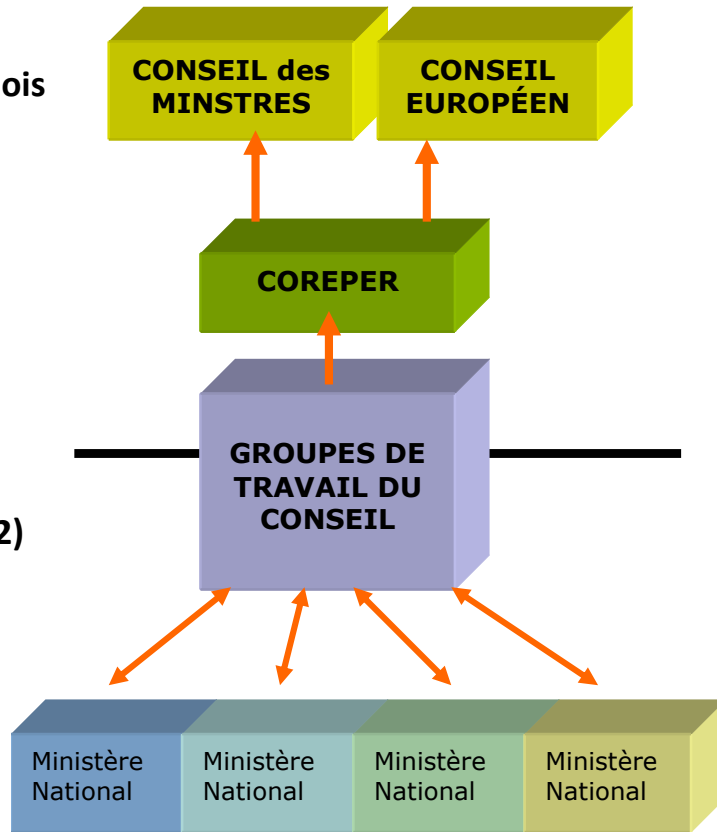


# Décisions au Conseil des Ministres

Présidence rotative 6 mois  
Trio : 3 EM

Trio actuel  
Espagne (1.sem. 2010)  
Belgique (2. sem. 2010)  
Hongrie (1. sem. 2011)

Trio prochain  
Pologne (2. sem. 2011)  
Danemark (1. sem. 2012)  
Chypre (2. sem. 2012)



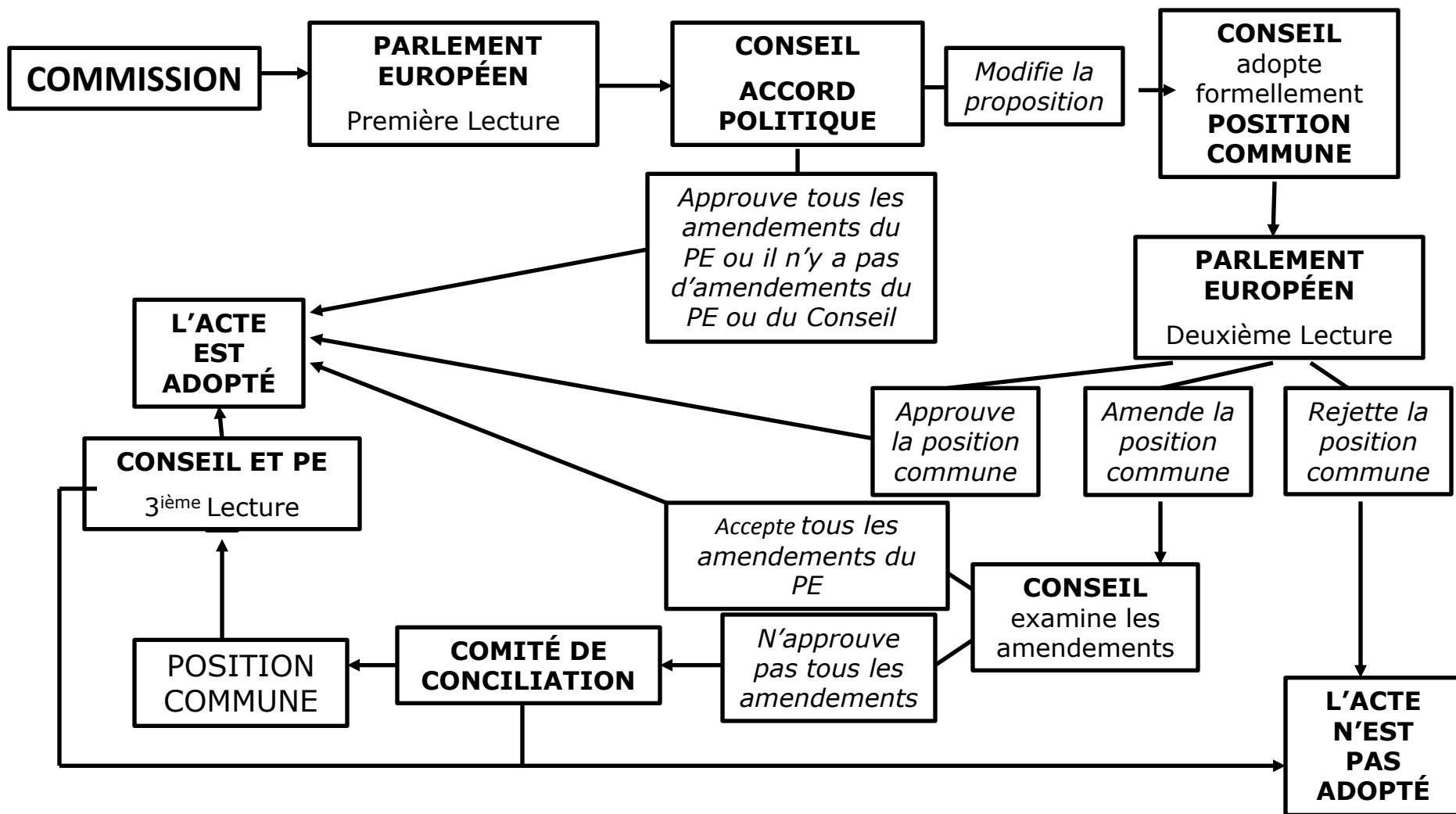
« Président du Conseil de l'UE »  
Hermann Van Rompuy

Comité Représentants  
Permanents

Secrétariat

« Haute Représentante de l'Union pour les  
affaires étrangères et la politique de sécurité »  
et VP de COM : Baronesse Catherine Ashton

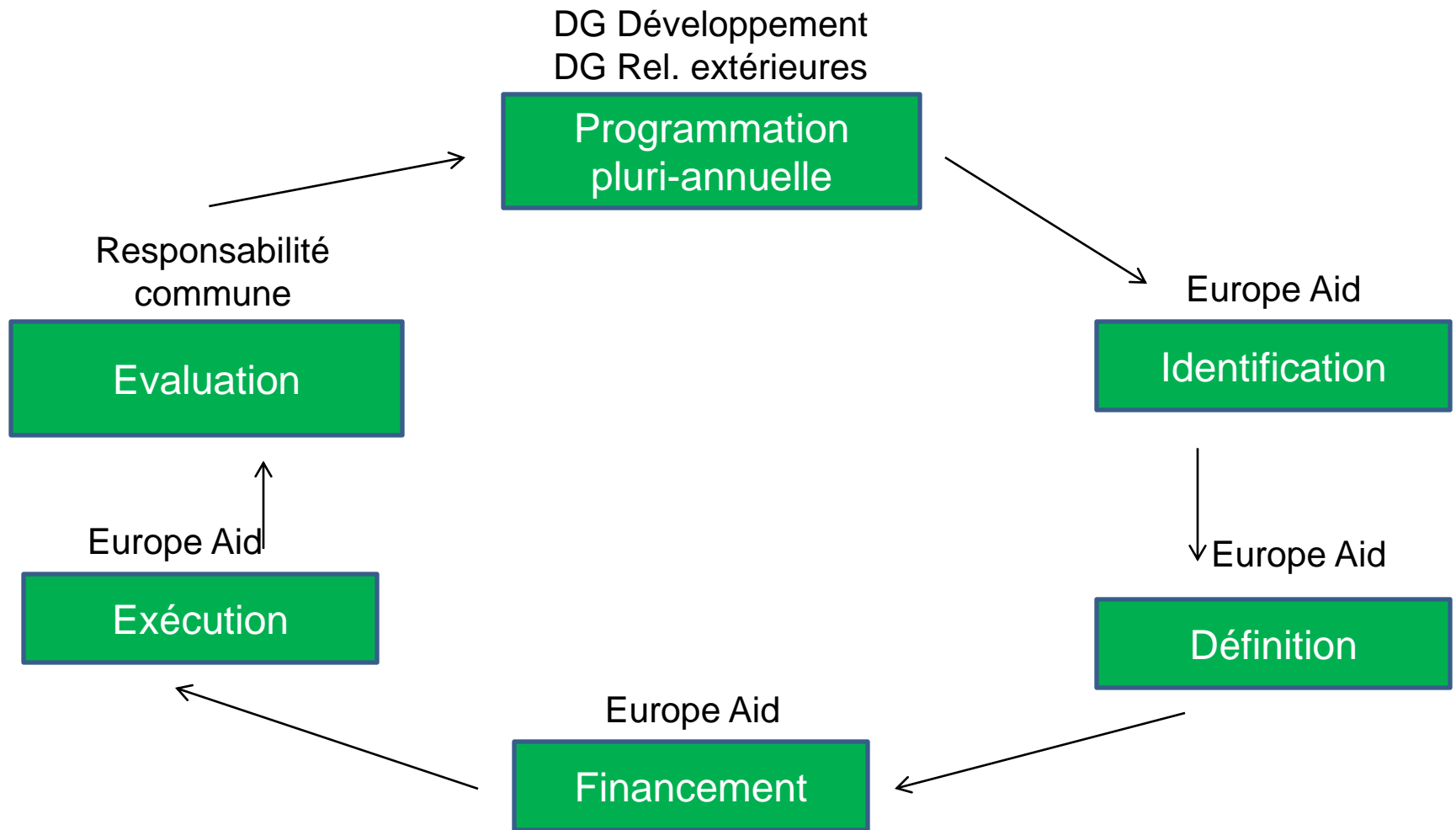
# Procédure législative ordinaire



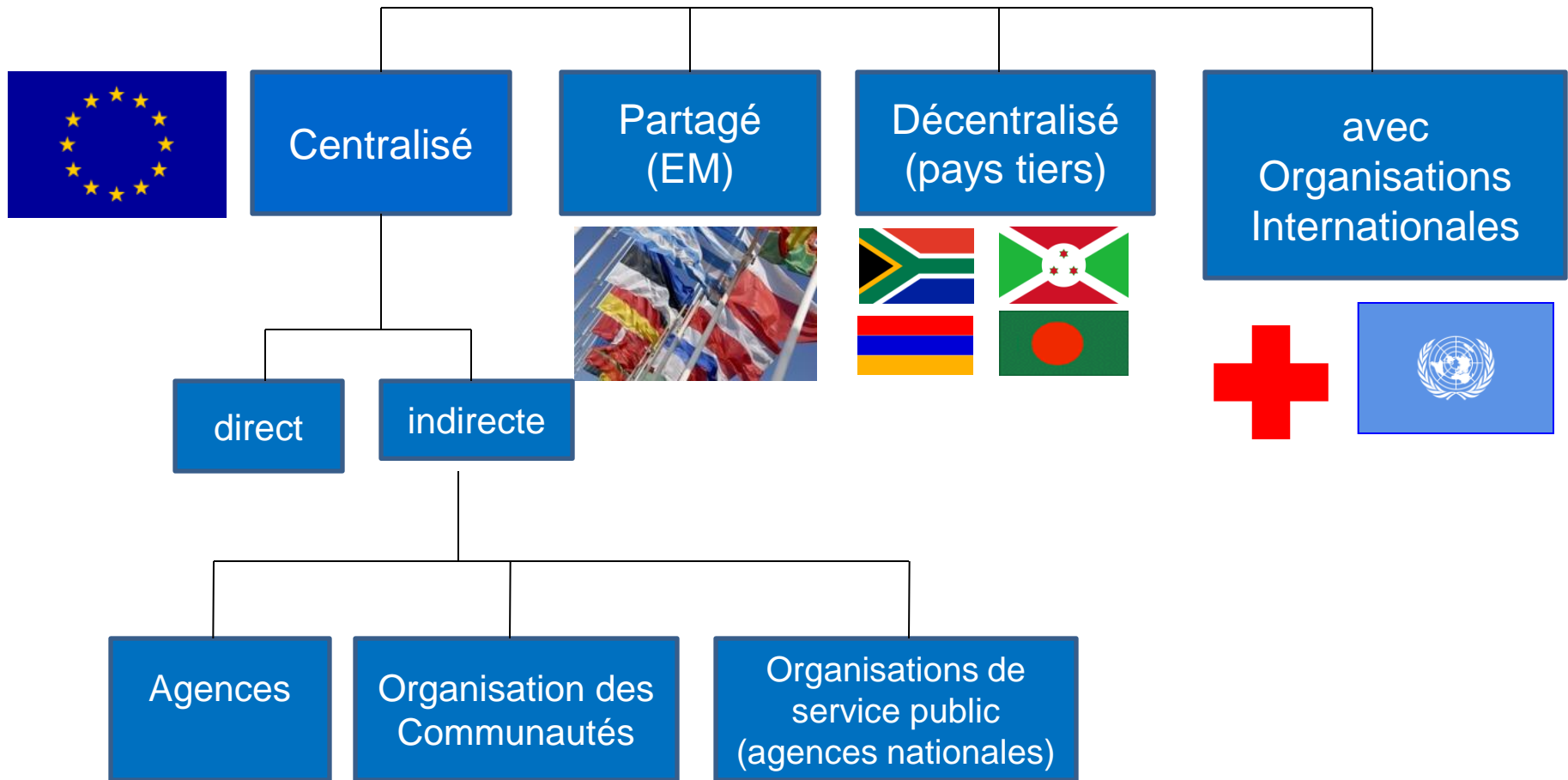
## II: Lobbying de Projet

- **Lobbying opportuniste et limité**
- **Cherche un retour rapide (pas certain)**
- **Demande forte implication bénéficiaire**
- **Résultats difficiles à prévoir**
- **Lobbying, plus tellement à la Commission mais chez bénéficiaires**
- **Sauf programmes R&D, aussi PME**
- **Protection possible contre discrimination**
- **Problème récurrent : Corruption 🖐️💣 !**

# COM AIDES: QUI FAIT QUOI ?



# COM: QUI DIRIGE LES AIDES ?



# **Signalisation ferroviaire en Roumanie (ALSTOM Transport)**

- **ALSTOM clairement discriminé à l'évaluation offres**
- **Résultat : adjudication pas à l'offre la plus compétitive**
- **Roumains et consultants n'ont pas respecté règles UE**
- **Consultants modifient des aspects d'évaluation pour favoriser leur éligibilité**
- **Projet largement financé par Commission et BEI**
- **Lobbying auprès Commission a prouvé la discrimination**
- **Roumains : nouvel appel d'offre / perte financement UE**
- **ALSTOM a pu participer au nouvel appel d'offres**
- **2<sup>e</sup> appel scrupuleusement supervisé par la Commission**

# **Projet de métro en Grèce 1 Mrd € (Consortium Siemens/InterInfra)**

- **Projet vieux de 10 ans, construction classique mais permettant alternatives, proposé par consortium**
- **Consortium Siemens/Interinfra gagnant économiquement**
- **Mais l'évaluation n'a pas respecté les directives A.P. UE**
- **Autre concurrent présenté comme gagnant (Bouygues)**
- **Après preuve des irrégularités des Grecs à la Commission, financement UE bloqué par Commission et BEI (~90%)**
- **MC travailla une année, avec Commission pour imposer procédure correction conforme règles marchés publics UE**
- **Consortium Siemens/Interinfra gagne, car leur proposition économiquement la plus intéressante**

# **III: Lobbying stratégique**

## **Affaires publiques**

- **Principalement → Commission, mais aussi PE/Conseil des Ministres de l'UE**
- **Très en amont processus décision**
- **Échéances parfois très longues**
- **Investissement peu prévisible**
- **Grandes Compagnies ou associations**

- **ESWET est une association regroupant les équipementiers européens de technologies de valorisation énergétique des déchets**
- **Les membres d'ESWET ont construit plus de 95% des Usines d'Incinération des Ordures Ménagères européennes**

- **ESWET est en charge des affaires publiques, plus précisément en représentant ses membres auprès des Institutions Européennes**
- **L'objectif principal d'ESWET est de favoriser le développement et la dissémination de la valorisation énergétique des déchets via les Institutions de l'UE. Dans cette optique, l'association cherche à promouvoir la connaissance des bienfaits de la valorisation énergétique des déchets, qui est positive pour l'environnement tout en valorisant de l'énergie**

# Pourquoi une Association Européenne?

**Le lobbying au niveau national seulement ne serait pas aussi efficace :**

- Plus de 80% de la législation nationale dans le domaine de l'environnement découle de la législation de l'UE**
- Il y a un intense débat sur la valorisation énergétique des déchets au niveau européen**
- Davantage d'efforts sont nécessaires pour faire la promotion de la valorisation énergétique des déchets auprès des décideurs européens**

# Lobbying stratégique

Il faut sauver la  
**Mozzarella!**



Soutenez la  
**Valorisation Énergétique  
des Déchets!**

**Mars 2008 : crise des déchets à Naples**

- **Dioxines venants de décharges sauvages contaminent l'alimentation des buffles**
- **De leur lait est fabriqué la Mozzarella di Bufala**
- **Slogan créé par CC:**  
**« Il faut sauver la Mozzarella ! Soutenez la Valorisation Énergétique des Déchets ! »**

# Il faut sauver la Mozzarella !

- **Pour démontrer que l'hygiénisation des déchets par valorisation énergétique est bien supérieure à la mise en décharge**
- **Le slogan fut utilisé à Strasbourg pour stimuler la discussion au moment où les Eurodéputés votaient la Directive Cadre relative aux Déchets**
- **Privilégier la valorisation énergétique des déchets non-recyclables plutôt que leur mise en décharge**
- **Flyer distribué avec Mozzarella (*Caprese*) et Pinot Gris Alsacien devant PE à Strasbourg**

# Inclure les énergies fossiles dans les priorités énergétiques Européennes

- **6<sup>ème</sup> Programme Cadre de la Recherche (2002-2006) : 0€ pour combustibles fossiles**
- **7<sup>ème</sup> PC (2007-2013) : 300M€ pour Technologies du Charbon Propre**
- **300 M€ pour Captage/Stockage du CO<sub>2</sub> (CSC) solution contre réchauffement climatique**
- **Demande énergétique mondiale, x2 en 2050**

## Actions rapides requises

- **Aucune solution ne peut réduire les émissions de CO<sub>2</sub> comme requis**
- **Favoriser Mix Energétique Equilibré avec nucléaire, énergies renouvelables, efficacité énergétique et Captage et Stockage de CO<sub>2</sub> (CSC)**
- **Réduction émissions CO<sub>2</sub> sans CSC serait 70% plus coûteux que avec CSC**
- **CSC pourrait réduire émissions CO<sub>2</sub> d'environ 20% d'ici 2050\***

\*IEA –Technology Roadmap, Carbon Capture and Storage, Blue Map

A stylized illustration of a power plant. It shows a large rectangular structure with a chimney on the left and a tall lattice tower on the right. A red line, possibly representing a power line or a path, curves from the top of the tower towards the main structure. The background consists of horizontal bands of green and yellow, suggesting a landscape or water levels.

# ZEP : Plateforme UE pour Centrales Fossiles à Zéro émission

- **Commission, secteurs industriels, ONG, scientifiques et environnementalistes réunis pour former Plateforme Européenne pour Centrales Fossiles à Zéro Émission (ETP-ZEP dans son sigle anglais) masse critique**
- **But : Centrales fossiles UE émettant zéro CO<sub>2</sub> d'ici 2020**
- **CC, pour EPPSA, a joué un rôle majeur dans la création de cette ETP-ZEP en conviant les acteurs majeurs et en proposant des initiatives**
- **Fondation de la Plateforme en décembre 2004**
- **6 mois de lobbying pour que cette Plateforme soit acceptée et soutenue par la COM en Mai 2005**

# **QUI A DIT ?**

**Le budget de l'état doit être rééquilibré**

**L'arrogance des fonctionnaires doit être freinée**

**Les citoyens doivent réapprendre à travailler au lieu de vivre au crochet de l'état**

**Cicéron, Marcus Tullius (106-43 av. J-C)  
Consul Romain de 63 à 43 av. J-C**

# MERCI POUR



# VOTRE ATTENTION

Chambre de Commerce Franco-Belge,  
Montpellier